

Norvège/ Prix Nobel de la paix l'ICAN à l'honneur

AFP
Oslo/Norvège

LE prix Nobel de la paix a récompensé vendredi la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), qui voit dans la présidence de Donald Trump une preuve de la dangerosité de l'arme atomique.

Le comité Nobel norvégien a choisi de mettre la lutte contre ces armes de destruction massive à l'honneur au moment où le président américain menace de remettre en cause l'accord sur le nucléaire iranien et échange des propos belliqueux avec Kim Jong-Un sur le programme nucléaire nord-coréen.

"L'élection du président Donald Trump a mis beaucoup de gens très mal à l'aise, à l'idée qu'il peut, à lui seul, autoriser l'utilisation des armes nucléaires", a fait valoir la directrice de l'ICAN, Beatrice Fihn, déplorant que le nouvel occupant de la Maison Blanche "n'écoute pas" toujours les experts.

Soixante-douze ans après Hiroshima et Nagasaki, l'ICAN, coalition regroupant des centaines d'ONG, s'est vu attribuer la prestigieuse récompense pour avoir contribué à l'adoption cette année d'un traité historique d'interdiction de l'arme atomique.

"Nous vivons dans un monde où le risque que les armes nucléaires soient utilisées est plus élevé qu'il ne l'a été depuis longtemps", a souligné la présidente du comité Nobel norvégien, Berit Reiss-Andersen, qui s'est inquiétée du risque de prolifération "comme le montre la Corée du Nord". Le 7 juillet à l'ONU, 122 pays ont adopté un traité qui pose pour la première fois le principe de l'interdiction de mettre au point, stocker ou menacer d'utili-



Photo : AFP/KART

Les représentants de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), Prix Nobel de la Paix 2017.

ser l'arme atomique. Sa portée reste essentiellement symbolique car les puissances nucléaires ont toutes refusé d'y adhérer, de même que les pays de l'Otan.

• ACCUEIL MITIGÉ DE L'OTAN

Le Nobel de la paix est "un encouragement" aux pays non-signataires pour qu'ils oeuvrent aussi à débarrasser la planète des armes nucléaires, a souligné Mme Reiss-Andersen. L'Alliance atlantique "partage cet objectif avec l'ICAN", a réagi son secrétaire général, Jens Stoltenberg, mais "regrette que les conditions pour aboutir à un désarmement nucléaire ne soient aujourd'hui pas favorables". Le Kremlin a dit "respecter" le choix du comité Nobel.

Donald Trump doit certifier avant le 15 octobre auprès du Congrès que Téhéran respecte ses engagements pris dans le cadre de l'accord de 2015 qui impose de

strictes restrictions au programme nucléaire iranien en échange d'une levée des sanctions.

Selon la presse américaine, il annoncera la semaine prochaine son refus de le certifier, ouvrant la voie à une réintroduction de sanctions, ce qui pourrait faire dérailler l'accord.

"Nous ne taclons personne avec ce prix", a répondu Mme Reiss-Andersen, à la question de savoir si le Nobel visait le président Trump.

Le 4 octobre, Mme Fihn avait été moins diplomate, lorsqu'elle avait tweeté : "Donald Trump est un débile". Un message qu'elle dit aujourd'hui regretter.

"C'est un moment de grandes tensions dans le monde, quand les déclarations enflammées pourraient tous nous conduire très facilement, inexorablement, vers une horreur sans nom", a-t-elle déclaré vendredi.

• DES MILLIERS D'OGIVES

Les diplomates s'inquiètent des répercussions négatives d'une volte-face américaine sur le dossier iranien, alors que la communauté internationale espère encore faire revenir la Corée du Nord à la table des négociations pour lui faire renoncer à ses propres ambitions nucléaires. Le sixième essai nucléaire nord-coréen le 3 septembre et des tirs de missiles ont donné lieu à des insultes, menaces et démonstrations de force entre Pyongyang et Washington. Donald Trump a menacé la Corée du Nord de "destruction totale" et qualifié les négociations de "perte de temps".

Depuis sa création en 2007, l'ICAN fait valoir que le recours aux armes nucléaires aurait des conséquences catastrophiques, ce qui rend indispensable leur élimination.

"Maintenant plus que jamais nous avons besoin d'un monde sans armes nucléaires", a commenté le

chef de l'ONU, Antonio Guterres.

Au Japon, des survivants des bombardements atomiques ont salué ce Nobel. "Ensemble et avec l'ICAN et bien d'autres gens, nous, les +Hibakusha+ (terme japonais pour les victimes de la bombe atomique), continuerons à nous battre tant que nous vivrons pour un monde sans nucléaire", a déclaré à la télévision le nonagénaire Sunao Tsuboi, rescapé du bombardement d'Hiroshima.

Bien que la quantité d'ogives nucléaires ait fondu -d'environ 64.000 en 1986 à un peu plus de 9.000 en 2017, selon le Bulletin of the Atomic Scientists (BAS)-, le nombre des pays détenteurs a augmenté.

Ils sont aujourd'hui neuf à posséder de telles armes: États-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord et Israël.

Le Nobel sera remis le 10 décembre à Oslo.

Espagne/ Catalogne/ Référendum

Les catalans disent oui à l'indépendance à 90,18%

AFP
Barcelone/Espagne

LE "oui" à l'indépendance de la Catalogne l'a emporté avec 90,18% des suffrages au référendum d'autodétermination organisé le 1er octobre, selon les résultats définitifs transmis vendredi au parlement régional par le gouvernement catalan.

Le "oui" à l'indépendance a obtenu 2,044 millions de voix, le "non" 177.000 (7,83%), pour taux de participation de 43,03%. Le gouvernement catalan

précise qu'il y avait 5,3 millions d'électeurs sur ses listes, sur 7,5 millions d'habitants. Les votes blancs représentent 2% (44.000 voix). Il y a eu 19.000 votes nuls.

Le président séparatiste de Catalogne Carles Puigdemont a souvent souligné que les Espagnols avaient adopté la Constitution européenne avec 42% de taux de participation.

Une fois que ces résultats auront été officiellement proclamés, la loi de référendum donne 48 heures pour que l'indépendance soit formellement déclarée au parlement catalan, où

les indépendantistes sont majoritaires.

Les Catalans devaient répondre à la question suivante: "Voulez-vous que la Catalogne devienne un État sous forme de République?" Ce scrutin a cependant été boycotté par les partis opposés à l'indépendance, qui le jugeaient illégal et sans légitimité.

Il n'a en outre pas été assorti des garanties traditionnelles qui entourent ce genre de consultation. Il était dépourvu de recensement électoral transparent, il n'y a pas de commission électorale catalane, car celle-ci avait démissionné

en bloc pour éviter de coûteuses amendes de la Cour constitutionnelle, et le décompte n'a pas été mené par un organisme indépendant.

Enfin, le jour du scrutin, des policiers sont intervenus dans une centaine de bureaux au moins, dans certains cas avec brutalité, à coups de matraque et de boucliers, pour déloger les militants qui "protégeaient" les bureaux et empêcher le référendum, scandalisant l'opinion.

Cependant, dès dimanche soir Carles Puigdemont avait affirmé, sur la base de résultats partiels, que les

Catalans avaient gagné "le droit d'avoir un État indépendant sous forme de République".

Il souffle depuis le chaud et le froid, lançant aussi des appels à une médiation internationale pour permettre de négocier un véritable référendum, en bonne et due forme, avec le gouvernement de Mariano Rajoy. Les résultats n'ont pas été formellement proclamés dans l'immédiat et on ignoreait vendredi quand cela serait le cas et sous quelle forme. Et le délai de 48 heures fixé par la loi n'est pas clair puisque la loi ne précise pas s'il s'agit de

L'Afrique en bref

• Zimbabwe/Politique Combat empoisonné pour la succession de Mugabe

La guerre pour la succession du président Robert Mugabe a repris de plus belle au Zimbabwe avec une passe d'armes au sommet entre le vice-président Emmerson Mnangagwa et la Première dame Grace Mugabe autour d'une mystérieuse rumeur d'empoisonnement.

• Cameroun/Crise anglophone Des évêques dénoncent la "barbarie" des forces de sécurité

LES évêques catholiques des régions anglophones du Cameroun ont dénoncé la "barbarie" et "l'usage irresponsable" des armes à feu pour réprimer des civils, dimanche dernier, lors des manifestations visant à proclamer symboliquement l'indépendance de ces régions, selon une déclaration obtenue vendredi par l'AFP.

• Libye/Conflit Une milice chassée de Sabratha après des violences meurtrières

Une force soutenue par le gouvernement libyen d'union nationale (GNA) a annoncé vendredi avoir "chassé" de la ville de Sabratha (ouest) une milice dirigée par un ancien baron local du trafic de migrants, après des semaines d'affrontements meurtriers.

Le monde en bref

• Irak/ Conflit L'EI en passe d'être chassé de la région de Hawija



Les forces irakiennes étaient en passe vendredi de s'emparer de la totalité de la région de Hawija (nord), l'une des deux dernières tenues par le groupe État islamique (EI) en Irak, et s'approchaient des positions kurdes, ont constaté des journalistes de l'AFP.

• Iran/Politique L'ex-président réformateur privé d'événement public durant trois mois

L'ancien président iranien réformateur Mohammad Khatami s'est vu imposer de nouvelles restrictions avec l'interdiction de participer à tout événement public pour une durée de trois mois, a indiqué vendredi un journal de l'opposition.

• France/ Immigrations Une centaine de migrants manifestent contre leur expulsion d'une friche

Une centaine de migrants d'Afrique de l'ouest, selon un journaliste de l'AFP sur place, ont manifesté vendredi à Lille, dans le nord de la France, pour contester leur expulsion à venir d'une friche du centre-ville.

Photo : AFP